

Les événements de l'été ont une nouvelle fois démontré que

les services publics sont indispensables à la population. À l'hôpital, dans les EHPAD, les établissements sociaux et médico-sociaux comme dans l'ensemble des services publics, **ce sont les agents qui tiennent les services à bout de bras**, malgré le manque d'effectifs, les difficultés de recrutement et des conditions de travail qui continuent de se dégrader.

Et quelle réponse apporte le Gouvernement ?

Gel du point d'indice, aucune véritable négociation sur les grilles salariales, maintien de la baisse de 10 % de la rémunération en cas d'arrêt maladie, une Protection Sociale Complémentaire retardée et insatisfaisante, des budgets contraints et toujours aucune réponse à la hauteur des besoins des services publics !

**POUR FO
ÇA SUFFIT !**

Les fonctionnaires et contractuels doivent pouvoir vivre dignement de leur travail et exercer leurs missions avec les effectifs, les moyens et la reconnaissance qu'ils méritent.

Dans la Fonction publique hospitalière, il est également temps d'en finir avec les inégalités de traitement et les économies faites sur le dos des personnels.

FO REVENDIQUE :

- » **+ 10 % immédiatement sur la valeur du point d'indice** et un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis 25 ans ;
- » **la refonte des grilles indiciaires** pour de véritables déroulements de carrière ;
- » **le CTI pour tous les agents qui en sont encore exclus**, sans distinction de métier, de statut ou d'établissement ;
- » **une PSC de haut niveau, financée à 100 % par l'employeur pour le panier de soins socle**, l'extension et l'application des soins dits « gratuits » et une prévoyance digne de ce nom ;
- » **des effectifs suffisants et des ratios de qualité opposables** pour garantir de bonnes conditions de travail et une prise en charge de qualité ;
- » **l'abrogation de la journée de carence et de l'abattement des 10 % en cas d'arrêt de maladie ;**
- » **les moyens nécessaires à l'hôpital public, aux EHPAD et aux établissements sociaux et médico-sociaux**, avec l'arrêt des fermetures de lits et de services dictées par les seules économies budgétaires ;
- » **l'intégration des primes dans le traitement** pour améliorer les pensions ;
- » **le maintien de l'indexation des pensions sur l'inflation et l'abrogation de la réforme des retraites.**

**LES HOSPITALIERS NE SONT PAS
UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT
BUDGÉTAIRE !**

À la veille du projet de loi de finances pour 2027 et du projet du Gouvernement de réaliser 54 milliards d'euros d'économies, qui pèseront en grande partie sur les services publics, faisons entendre la voix de celles et ceux qui font vivre chaque jour l'hôpital, les établissements sociaux et médico-sociaux et l'ensemble des services publics.

